

Afrique du Sud/Politique

Le ministre des Finances tombe, victime du combat contre la corruption



C'est le président Cyril Ramaphosa en personne qui a annoncé le départ de son ministre des Finances...



... et c'est l'ancien gouverneur de la Banque centrale, Tito Mboweni, qui succède à ce dernier.

AFP
Le Cap/Afrique du Sud

LE ministre sud-africain des Finances, Nhlanhla Nene, a démissionné hier après sa mise en cause dans une enquête pour corruption, première victime de poids du combat engagé par le président Cyril Ramaphosa pour nettoyer le pays des scandales.

Après plusieurs jours d'incertitudes et sous forte pression politique, M. Ramaphosa a annoncé avoir accepté de se séparer de M. Nene, pourtant considéré comme un de ses proches. Il "m'a fait parvenir ce matin une lettre de démission dans laquelle il me demande de le relever de ses fonctions (...) j'ai décidé d'accepter cette démission", a-t-il déclaré devant la presse au siège du Parlement au Cap (sud).

Cette démission intervient juste après l'annonce de l'ouverture d'une enquête administrative sur M. Nene, qui avait reconnu la semaine dernière s'être entretenu avec un trio de

sulfureux hommes d'affaires proches de l'ex-président Jacob Zuma. Ce témoignage "l'a détourné de son important devoir de servir le peuple d'Afrique du Sud au moment où nous travaillons précisément à rétablir la confiance du public envers son gouvernement", a justifié le chef de l'Etat.

Le ministre "n'a été directement impliqué dans aucun méfait" et a "toujours défendu la cause de la bonne gestion financière et de la gouvernance propre", a-t-il tenu à ajouter.

La démission du ministre des Finances constitue un revers politique pour le nouveau chef de l'Etat, qui s'est fait fort depuis son arrivée au pouvoir en février d'éradiquer la corruption et de relancer l'économie du pays.

"TRAVAIL DIFFICILE" • "Il a traité le problème avec prudence", a commenté Kwandiwe Kondlo, professeur à l'université de Johannesburg. "Il marche sur un fil, obligé de préserver l'unité du parti, combattre la corruption et en même temps renforcer une économie fragile", a-t-il ajouté, "M. Ramaphosa a un travail

très difficile". Une première fois titulaire du portefeuille des Finances en 2014, M. Nene en a été écarté en 2015 par M. Zuma. Il l'a retrouvé il y a huit mois, nommé par M. Ramaphosa.

Les rumeurs allaient bon train au sujet de son avenir depuis son apparition devant une commission chargée de son pencher sur les nombreux scandales qui ont émaillé la fin du règne de M. Zuma (2009-2018). L'ex-chef de l'Etat nie y être impliqué mais il a été contraint à la démission en février, poussé vers la sortie par son parti, le Congrès national africain (ANC).

La semaine dernière, le ministre a raconté à la commission qu'il avait été remercié par M. Zuma pour avoir refusé la signature d'un juteux contrat nucléaire favorable aux frères Gupta.

Lors de son témoignage, le ministre a également reconnu avoir rencontré les Gupta à leur domicile.

Mais il a catégoriquement nié les accusations d'un parti d'opposition, les Combattants pour la liberté économique (EFF,

gauche radicale), qui l'accuse d'arrangements douteux avec le trio lorsqu'il était vice-ministre des Finances puis patron du fonds de pension des fonctionnaires (PIC).

Le lendemain, M. Nene a publié une lettre pour s'excuser de ces visites, concédant une "faute" et une "erreur de jugement".

"Je vous dois, en tant que serviteur de l'Etat, une conduite irréprochable (...) Ces visites jettent un doute sur ma conduite. Je les regrette profondément et demande votre pardon", a-t-il écrit.

ENQUETE • Loin de calmer les critiques, son courrier n'a fait que relancer les accusations et les appels au départ du ministre.

Hier à la mi-journée, le bureau de la médiatrice de la République, une institution administrative chargée de contrôler les pouvoirs publics en Afrique du Sud, lui a donné le coup de grâce en annonçant s'être saisie du cas de M. Nene.

"La médiatrice va enquêter sur les allégations de conduite frauduleuse qui visent le ministre des Finances", a déclaré à l'AFP

sa porte-parole, Oupa Segalwe.

L'opposition s'est unanimement réjouie du départ de M. Nene et a appelé le président à poursuivre le nettoyage.

"Il a fait ce qu'il fallait", a écrit sur Twitter Mmusi Maimane, le chef de l'Alliance démocratique (DA), "c'est ce que beaucoup d'autres devraient faire à l'ANC et au gouvernement". "Ramaphosa doit maintenant appliquer la même peine à tous les autres ministres (...) qui ont démontré le même mépris pour l'éthique", ont renchéri les EFF dans un communiqué.

Cyril Ramaphosa leur a répondu par anticipation en assurant que toutes les enquêtes en cours iraient jusqu'au bout. "Personne ne sera épargné", a-t-il martelé.

L'ancien gouverneur de la Banque centrale, Tito Mboweni, a été aussitôt nommé et investi pour succéder à M. Nene.

Les marchés financiers ont salué sa nomination. Chahuté depuis plusieurs jours, le rand sud-africain s'est raffermi en fin d'après-midi à 14,75 rands pour un dollar.

L'Afrique en bref

• **Angola/Migrants. 180 000 ressortissants de RDC rentrent au pays**

Au moins 180 000 ressortissants de République démocratique du Congo (RDC) en situation irrégulière en Angola sont rentrés dans leur pays depuis le début d'une opération controversée lancée par Luanda contre les clandestins, ont annoncé hier les autorités.

• **Burkina Faso/Antiterrorisme. Le soutien militaire de la France**



Le Burkina Faso, où les attaques terroristes se multiplient depuis le début de l'année, peut compter sur le même soutien militaire français que le Mali voisin, souligne le nouveau commandant de la force française au Sahel Barkhane, le général Frédéric Blachon, dans une interview à l'AFP.

• **Cameroun/Présidentielle. La réplique du ministre de l'Intérieur**

Le ministre camerounais de l'Intérieur, Paul Atanga Nji, a déclaré hier à l'AFP que "marquer un penalty", ce n'est pas "gagner le match", en référence à cette métaphore sportive employée par l'opposant Maurice Kamto pour clamer sa victoire à la présidentielle de dimanche.

• **Centrafrique/Paix. Remobiliser autour de l'initiative africaine**

La France et le Tchad veulent "remobiliser autour de l'initiative africaine" de paix en Centrafrique, a déclaré hier à N'Djamena la ministre française des Armées, Florence Parly, à l'issue d'un entretien avec le président tchadien Idriss Déby Itno.

• **Egypte/Antiterrorisme. 10 jihadistes présumés tués dans le Sinai**

La police égyptienne a tué 10 jihadistes présumés hier à al-Arich, dans le nord du Sinai où les forces de sécurité mènent une vaste offensive contre le groupe Etat islamique (EI), selon une source sécuritaire.

• **RDCongo/Attaque. Cinq morts dans l'est**

Cinq civils ont été tués hier dans une attaque attribuée aux rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF), a indiqué un responsable territorial de la région de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo.

Sao Tomé et Príncipe/Au terme des législatives

Le parti au pouvoir perd la majorité absolue

AFP
Sao Tomé/Sao Tomé et Príncipe

L'ADI n'a remporté que 25 des 55 sièges à l'Assemblée, contre 33 auparavant.

LE parti au pouvoir a perdu la majorité absolue à l'Assemblée nationale de Sao Tome et Principe, petit archipel du golfe de Guinée où des élections législatives et municipales ont eu lieu dimanche, selon

des résultats provisoires. L'Action indépendante démocratique (ADI, centre-droit), au pouvoir depuis 2014, a remporté les législatives, mais avec seulement 25 des 55 sièges à l'Assemblée - contre 33 auparavant - selon les résultats provisoires donnés lundi soir par la Commission électorale nationale. L'ADI envisage de s'associer au Mouvement citoyen indépendant de Sao Tome et Principe (MCISTP), qui a obtenu deux sièges, insuffisant pour assurer une majorité.

Le parti d'opposition socialiste, le Mouvement pour la libération de Sao Tomé-et-Príncipe - Parti social-démocrate (MLSTP-PSD), a remporté 23 sièges et prévoit une coalition avec les cinq députés d'une coalition d'autres petits partis d'opposition. Les résultats définitifs doivent être annoncés dans les jours à venir par la Cour constitutionnelle, inféodée au pouvoir, selon l'opposition.

Dimanche, quelque 90 000 électeurs de cet archipel de 200 000 habitants

s'étaient massivement rendus aux urnes pour des législatives et municipales, les plus importantes pour ce régime parlementaire. Lundi soir, des centaines de personnes ont manifesté devant la Commission électorale à Sao Tomé, craignant des fraudes en faveur de l'ADI.

La voiture de la juge Natacha Amado Vaz a été incendiée et la police anti-émeute est intervenue pour disperser les manifestants.

Sao Tome et Principe est considéré comme un mo-

dèle d'alternance démocratique en Afrique centrale. Le pays, qui vit du cacao et du café et dépend à 90% de l'aide internationale, s'est ouvert au multipartisme en 1991, après quinze ans de régime marxiste et de parti unique du président Manuel Pinto da Costa (MLSTP). Comme au Portugal, l'ancienne puissance coloniale jusqu'en 1975, le président de la République - issu de l'ADI depuis 2016 - arbitre mais ne gouverne pas.